

## Le mécanisme de la privatisation :

### Introduction :

Contrairement à ce que de nombreux commentateurs pensent, les mécanismes fondamentaux de l'économie sont extrêmement simples.

Bien évidemment, les experts financiers inventent des règles et de dispositifs opaques pour le grand public. Les statisticiens, dans le but de décrire de mieux en mieux notre nation et son économie, diversifient leurs statistiques et améliorent leurs agrégats. Ces modifications perpétuelles ont pour résultat de dérouter le public qui renonce souvent à comprendre et fait confiance aux experts.

Dans un premier temps, cet article explique sur la base de modèles mathématiques élémentaires que la réalité est bien plus simple qu'on ne le pense. Ensuite, il applique ce modèle aux données statistiques les plus récentes. Enfin, il explicite comment les mesures prises depuis 1973 ont conduit naturellement à la perte quasi-totale de notre indépendance, et finalement à une quasi-privatisation de l'état lui-même et des entreprises nationales.

### Le fonctionnement normal de la monnaie:

Considérons une économie en croissance constante. Son PIB (Produit Intérieur Brut) est donc en croissance exponentielle.

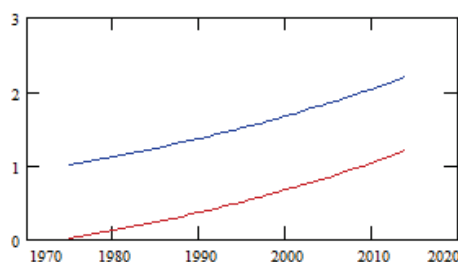


Figure 1 : Exemple de croissance du PIB.

- Courbe bleue : Valeurs successives du PIB.
- Courbe rouge : excès de PIB.

Un PIB de valeur unité en 1974 augmente de 2% par an. Il augmente au cours du temps de façon exponentielle. La masse monétaire doit donc augmenter régulièrement de façon à s'adapter au niveau de l'activité économique. Autrement dit, il faut ajuster le volume de la monnaie en circulation à l'activité économique. En admettant, toujours pour simplifier l'exposé, que la masse monétaire nécessaire est égale au PIB annuel (valeur couramment observée dans les nations indépendantes), l'état doit augmenter chaque année la masse monétaire de l'accroissement du PIB national.

Bien évidemment, cette croissance de la masse monétaire est également nécessaire, que l'augmentation du PIB soit réelle ou simplement due à une dépréciation de la monnaie.

Dans un état souverain, l'état augmente la masse monétaire ex-nihilo grâce aux DTS (Droits de Tirage Spéciaux). S'il crée exactement la quantité de monnaie nécessaire à l'économie, les prix sont stables. S'il en crée davantage, la monnaie se déprécie, les prix augmentent et un ajustement des taux de change doit intervenir.

### La création de la dette :

Depuis que l'état s'est interdit de procéder aux augmentations nécessaires de la masse monétaire par le mécanisme des DTS, il doit emprunter aux banques les sommes nécessaires. Celles-ci procèdent également par création ex-nihilo de cette monnaie. En revanche, elles transforment ce service en dette de l'état et exigent le versement d'un intérêt.

Supposons qu'elles exigent un intérêt de 2% égal au taux de croissance du PIB. La dette augmente de plus en plus vite au cours du temps.

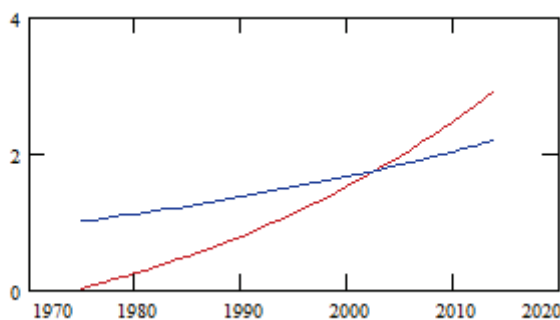


Figure 2 : Augmentation de la dette avec un intérêt de 2%.

- Courbe bleue : Valeurs successives du PIB.
- Courbe rouge : Dette au cours du temps

Cet intérêt identique au taux de croissance du PIB semble modique. En réalité, il conduit en une trentaine d'années à une dette induite de 100% du PIB.

### Des conséquences catastrophiques :

En comparant l'état à une entreprise dont la masse monétaire serait le fond de roulement, la nation qui était propriétaire de son entreprise perd son bien et devient quasiment "locataire" de son territoire.

Sa part du capital social se réduit au cours du temps. La nation est ainsi progressivement privatisée. Vers 2005, l'état perd la majorité au capital et paye un loyer déjà important, les citoyens devenant ses sous-locataires !

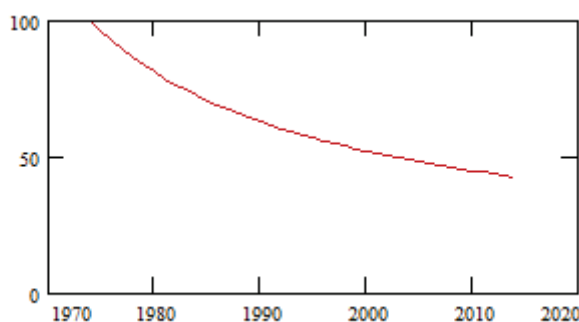


Figure 3 : Taux de participation de l'état.

On démontrerait facilement que, lorsque les taux d'intérêt de la dette et du PIB sont dans un rapport constant, cette "privatisation partielle" ne dépend que de la croissance apparente du PIB. Son rythme d'évolution temporelle ne joue alors aucun rôle.

### Application à la dette française :

Considérons la variation du PIB depuis 1974. Nous constatons que sa variation moyenne est de 2% par an.

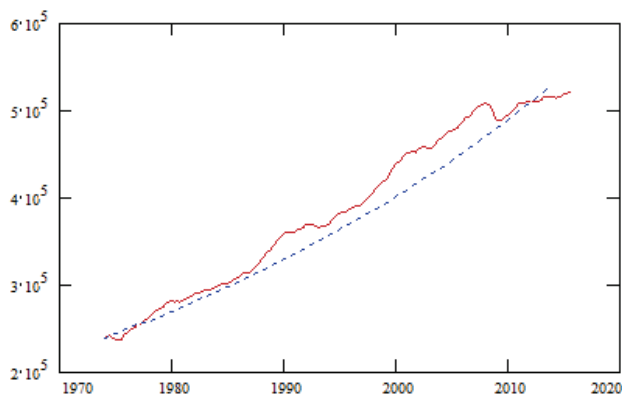


Figure 4 : Variation du PIB trimestriel depuis 1974.

- En rouge : Valeurs de l'INSEE.
- En bleu : Approximation exponentielle.

Un calcul approché du niveau de la dette conduit aux résultats suivants :

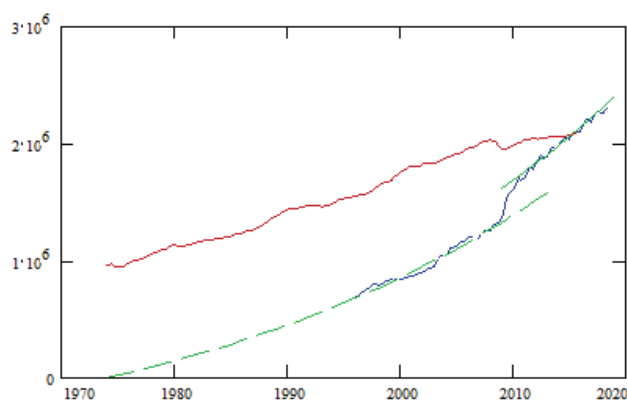


Figure 5 : Evolution de la dette depuis 2014.

- En rouge : Valeurs du PIB annuel en trimestres glissants.
- En bleu : Calcul approché de la dette,
- Tirets verts : Prévision depuis 1974,
- En vert : Recalage en 2004.

Ces résultats montrent clairement que la dette publique n'est pas un phénomène complexe, mais le résultat mécanique d'une décision politique prise en 1973-1974.

Il reste à expliquer les modifications intervenues depuis 2010 :

- Une augmentation injustifiée apparaît. Le transfert de la dette grecque à la BCE a sans doute joué un rôle, mais l'essentiel a certainement été la baisse des ressources fiscales pendant la crise de 2008.
- La limitation de la dette à une valeur inférieure à 100% du PIB, qui est sans doute liée à une campagne de privatisation de biens publics.

L'étude de ces points accessoires sort de l'objet de ce document et ne pourrait qu'embrouiller l'exposé. Elle n'est donc pas développée dans ce document.

## Conclusion :

Cette analyse de la dette publique montre clairement qu'elle résulte d'une décision politique ancienne. Celle-ci a été camouflée sous différents prétextes vertueux. Les anciens se souviennent des raisons avancées à l'époque : éviter un recours excessif à la planche à billets, nous permettre de faire des investissements qui n'auraient pas été possibles sans faire appel aux financements étrangers ...

Bien évidemment, l'analyse objective des faits réels montre clairement que l'abandon des DTS (avances non remboursables de la B.D.F.) avait d'autres raisons. En réalité, les réformes successives introduites dans les finances publiques n'ont eu qu'un seul objectif : déposséder, au profit des banques, les gouvernements futurs de leur pouvoir économique.

N'oublions pas que la causalité économique et la causalité bancaire n'ont rien en commun. Les entreprises, qu'elle soient grandes ou unipersonnelles, les particuliers, doivent économiser pour créer ou pérenniser leur activité. Un salarié travaille avant d'être payé, un entrepreneur achète des machines et des fournitures avant d'espérer produire et vendre... Ils travaillent dans le temps long. Leurs actifs sont des biens réels et l'épargne précède le revenu. Comme dans la vie courante, les dépôts monétaires précèdent les dépenses.

L'univers bancaire, que nous appellerons "La Banque" est fort différent. Il monétise toute sorte de promesses de payer. Il place dans ses actifs les reconnaissances de dette de ses clients et dans le passif la monnaie correspondante qu'ils créent eux-mêmes... Ce processus est immédiat. Selon le point de vue de la banque, les dettes créent les dépôts qui entrent naturellement dans la masse monétaire qui, à son tour, fait fonctionner l'économie en permettant le commerce. Est-il étonnant alors que les points de vue économiques et bancaires soient incompatibles ?

L'étude des conséquences de la mondialisation bancaire est plus complexe. Encore plus que les données économiques de base, les statistiques monétaires sont difficiles à analyser. Les changements perpétuels des monnaies et des bases statistiques rendent difficile les analyses économiques à long terme.

Des données importantes comme la masse monétaire ne sont plus publiées par les pays de la "Zone Euro". Les données de l'ensemble de ces pays sont absentes des statistiques de la banque mondiale qui ne peut même pas présenter une valeur relative à l'UE toute entière. Il y a toujours des raisons aux disparitions de données statistiques ou à leurs modifications. A nous de les trouver !

Une seule attitude peut nous permettre de comprendre les véritables raisons de réformes proposées : adopter une méthode d'analyse ne suivant pas les approches officielles.

Pierre FUERXER  
Membre de l'AIRAMA